

## Il était une fois...

### Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays

CHARLES GAGNON<sup>1</sup>

Il était une fois dans le Québec d'après Maurice Duplessis des jeunes gens, filles et garçons, qui rêvaient d'une société complètement transformée. Ils ne voulaient plus entendre parler de pauvreté, de discrimination, d'autoritarisme parental, scolaire, patronal ou étatique. Ils voulaient une société de justice, de plus grande égalité, de partage, de solidarité. Ils avaient eu vent que leurs parents avaient vécu des jours très difficiles dans les années 1930, celles de la grande crise. Ils avaient entendu parler du fascisme et du stalinisme, des horreurs de la Deuxième Guerre mondiale, de l'Holocauste, des bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki. Ils étaient témoins de la crise existentielle que le cumul de ces événements tragiques avait provoquée — et continuait d'entretenir — dans la conscience occidentale, européenne principalement, et des débats qu'elle suscitait entre libéraux, conservateurs, chrétiens, communistes, existentialistes... autour de la définition d'un nouvel humanisme.

En même temps, ils avaient pu constater que les années de l'après-guerre avaient remis l'économie occidentale sur ses rails et avaient été une période de progrès scientifiques et technologiques majeurs, que le syndicalisme avait élargi les droits des travailleurs. Si bien qu'à la différence de leurs parents, dans bien des cas, plusieurs d'entre eux pouvaient étudier et, du fait même, envisager un travail à leur convenance par la suite. Pas tous, bien sûr, mais beaucoup plus que dans le passé. Et ils ne voyaient pas pourquoi ces nouvelles conditions ne devraient pas être étendues à tous les jeunes. Il y avait assez de richesses, croyaient-ils naïvement, pour que tout le monde puisse en profiter. Ils ne savaient pas, pas encore, qu'en régime capitaliste l'accroissement de la richesse a très peu à voir, sinon rien du tout, avec l'extension et l'équité de son partage.

Partout dans le monde, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, des peuples opprimés menaient aussi la lutte pour leur émancipation. Mener la lutte pour son émancipation, c'était alors la mener sur tous les fronts, national, social, des droits individuels, des droits des minorités, à tous égards. Si bien que la jeunesse fut bientôt rejointe par d'importantes couches sociales qui partageaient les mêmes rêves, du moins en partie, mais qui ne croyaient plus

tellement à la possibilité de les réaliser sans soumettre l'organisation politique et sociale à des changements importants, sans nécessairement être d'accord avec les moyens que préconisaient les éléments les plus radicaux de la jeunesse.

Vous le savez aussi bien que moi, la jeunesse est radicale (quand on change les choses, on les change de fond en comble); la jeunesse est pressée (les discussions politiques «sur les virgules», les rappels historiques à n'en plus finir, c'est bien ennuyant et ça ne mène nulle part); la jeunesse est parfois excessive (les élections, c'est un «piège à cons»; vive l'action, «*do it now!*»); faisons du bruit, ça va réveiller les vieux!).

C'est ainsi qu'est né le Front de libération du Québec (FLQ), au cœur du tourbillon qui agitait la société québécoise, sa frange active, politiquement engagée — tourbillon né, en fait, dans la mouvance de l'opposition syndicale et intellectuelle au duplessisme et dans le sillage d'un nationalisme toujours latent. Quelques douzaines de Bozo-les-culottes entreprirent donc de faire sauter quelques boîtes aux lettres pour finalement tenter de mettre le feu à la plaine, de créer des «*focos*» (foyers de lutte) à Montréal et ailleurs en province. Il fallait donner du panache au courage, sortir de la torpeur des porteurs d'eau de notre histoire, renouer avec l'action des valeureux patriotes du siècle passé. Une sorte de sous-produit de la Révolution tranquille ou de «dommages collatéraux»!

La Révolution tranquille, en effet, était passée par-là. Ce n'est pas rien, la Révolution tranquille, croyez-moi! En à peine dix ans, dans un tourbillon étourdissant, le Québec a changé de visage. Je crois même qu'il a un peu changé d'âme. Je n'insiste pas, vous avez dû entendre parler de l'assurance-maladie, de la syndicalisation des fonctionnaires, des enseignants, de la création d'une administration publique moderne, de la déconfessionnalisation des institutions et du déclin subit de la pratique religieuse, de la libéralisation des mœurs sexuelles, entre autres; du développement marqué de la scolarisation; de l'apparition de sociétés et d'institutions économiques étatiques et, bientôt, d'entreprises privées importantes. Et pour coiffer le tout, et ce n'est pas peu dire, l'apparition de la fierté d'être francophone en Amérique du Nord, comme apparaissait plus au sud, la fierté d'être noir, d'être Latino, d'être Africain... Le monde se colorait et le Québec avait sa couleur. Le monde entier résistait au «drabe» uniforme de la soldatesque impériale. On ne vous lançait plus un «*don't you speak white!*» dans les restaurants de la Catherine Ouest — elle n'était pas plus «sainte» à l'époque qu'aujourd'hui — ou du boulevard Décarie.

On ne laisserait pas la révolution entre les mains des bourgeois et de leur État. Un mouvement contestataire prenait forme. «Le joul, expression de

notre identité», prétendaient des écrivains. «Nous ne sommes pas des trous-de-culs», affirmait la sociologue. «Le mépris n'aura qu'un temps», déclaraient les syndicats. «Ne comptons que sur nos propres moyens», préconisait une Confédération des syndicats nationaux (CSN). «L'État, rouage de notre exploitation», proclamait la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). «Interdit d'interdire», clamaient les étudiants au retour de Paris. «À bas l'impérialisme!», «Vive le Québec libre!», lançaient les manifestants. «Et nous allons vous mettre tout ça en chanson», disaient les poètes.

C'est alors que le Parti québécois (PQ) s'amena et fit une remarquable récolte. Moins de dix ans après sa création, il prenait la maîtrise des rênes de l'État avec un programme souverainiste. Ce n'est pas rien, ça non plus. C'était une partie du pouvoir. Pour un grand nombre, la naissance du PQ, c'était le début du grand changement. Mais pas pour tous. Il y avait des trouble-fêtes, des empêcheurs de danser en rond, contestataires casse-pieds comme certains d'entre vous à l'occasion, qui disaient que le «pouvoir politique», ce n'est pas le pouvoir, qu'on ne se battait pas pour simplement avoir un État français et des bourgeois francophones. Il y avait toujours de puissants capitalistes qui dictaient, de l'extérieur du Québec et, progressivement de l'intérieur, les règles du jeu; il y avait toujours des pauvres, même s'ils pouvaient acheter leurs guenilles en français.

Si la montée du PQ avait entraîné le ralliement de la majorité des partisans de l'indépendance et du progrès social, l'unanimité n'existait pas pour autant. Il y avait les irréductibles. Les débats allaient être vigoureux. Ce n'était pas vraiment nouveau. Dès les années 1960, le clivage existait: «Le Québec aux Québécois», d'un côté; «Le Québec aux travailleurs», de l'autre. L'opposition qu'on retrouve aujourd'hui entre le Parti québécois et l'Union des forces progressistes — pour autant qu'on puisse connaître le programme de ladite Union, qui semble se diriger vers la clandestinité totale — existe en fait depuis le début des années 1960. Avant cela, le nationalisme québécois était plutôt à droite et même franchement à droite. Les militants progressistes des années 1960, notamment à *Parti pris*, avaient inventé le «nouveau nationalisme», supposé, comme dans les colonies, être porteur de progrès social.

Le FLQ, ai-je dit, avait fait long feu. Ses rangs décimés après la mort du ministre Pierre Laporte en octobre 1970, la police avait investi ce qui en restait. Sauf quelques nostalgiques de la bombette — dont il reste quelques spécimens encore aujourd'hui — personne n'y voyait plus la voie de l'indépendance et du socialisme. Et cela s'expliquait. Malgré des tentatives de justification (théorique) de l'action violente, le FLQ était demeuré un mouvement essentiellement spontanéiste, où on mythifiait l'action directe,

immédiate, au détriment de la réflexion politique, d'une pensée stratégique articulée aux conditions sociales et culturelles ambiantes.

Le marxisme traînait par là, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en fait, mais il avait du plomb dans l'aile depuis qu'on avait commencé à sérieusement démonter la mécanique stalinienne qui avait tenu les peuples de l'Est en laisse dans les années 1930 à 1950. Les partis communistes prosoviétiques, dont le canadien, avaient néanmoins mené des luttes courageuses, voire héroïques, dans les années 1930 et 1940, dans les syndicats, parmi les chômeurs. Dans certains pays, la France et l'Italie notamment, ils avaient même connu des succès électoraux non négligeables; ils avaient contribué à la mise sur pied de «fronts populaires» en Europe à l'approche de la Deuxième Guerre mondiale; ils avaient participé à la résistance en Espagne, en France, en Yougoslavie, en Grèce; ils avaient même eu, croyez-le ou non, de l'influence sur la politique américaine à l'époque du New Deal, dans les années 1930-1945, par *liberals* interposés, avant que Joseph McCarthy ne s'impose et ramène l'«Amérique» dans le droit chemin — qu'elle n'a plus quitté depuis lors.

Mais tout cela appartenait déjà au plus-que-passé. Il y a, comme ça, des périodes où l'histoire «déboule». De toute façon, la jeunesse révoltée, je l'ai dit, ne voulait rien savoir de ces débats sur la voie du socialisme, sur la stratégie, sur les conditions objectives et subjectives, etc. La jeunesse voulait de l'action, elle a agi et elle s'est cassé la gueule sur la muraille de l'ordre établi.

Mais les plus déterminés n'allaient pas jeter l'éponge. Une erreur de parcours, une erreur d'aiguillage, ça se corrige. On avait levé le nez sur les leçons de l'histoire, on avait craché sur les idéologies, ces sérénades que la droite et la gauche se lançaient au visage depuis des décennies. On avait erré. Il fallait en prendre acte. Pour faire la révolution, il faut bien comprendre la situation, analyser les conditions sociales, les bases économiques, les courants idéologiques, les «conditions objectives et subjectives», avait dit Lénine. Bref, il faut saisir les contradictions qui animent la vie sociale et dont la résolution est susceptible de provoquer des transformations majeures, le grand changement, la révolution.

C'est ce qu'affirmait *Pour le parti prolétarien*, entre autres documents de l'époque. Parue en 1972, la brochure résumait les échanges d'un noyau de militants et d'une militante issus de groupes populaires dont les Comités d'action politique (CAP). Mais, malheureusement, *Pour le parti prolétarien*<sup>2</sup> était du «marxisme vulgaire», comme disaient certains, bien connectés aux groupes européens, français et belges notamment.

Ça tombait bien. Cette carence d'idéologie allait être comblée et comment! Il y avait en Asie, en Chine plus précisément, un vieux monsieur qui,

après des années de lutte armée, avait libéré son pays de l'occupation japonaise et des capitalistes occidentaux qui contrôlaient certaines régions du pays, un quasi-continent, et avait réussi à réunir des régions autrefois soumises aux seigneurs de guerre locaux en un pays unifié sous un gouvernement central — il était, bien sûr, accompagné de quelques camarades et autres compagnons de route — et la route avait été longue — qui finirent par lui vouer un culte à en rendre Joseph Staline jaloux. Un vieux monsieur atypique qui était en train de se gagner, en partie en raison de ce culte, le respect de certains chefs d'État occidentaux et, plus encore, des militants de nombreux mouvements de libération du tiersmonde. Or ce vieux monsieur avait trouvé la faille qui expliquait l'échec de la construction du socialisme en Union soviétique: le révisionnisme.

Et voilà que, grâce à Mao Zedong, le leader chinois charismatique, les jeunes révoltés, qui refusaient de prendre place dans la caravane des partis traditionnels, allaient pouvoir se réconcilier pleinement avec le marxisme — la chose avait commencé dès les années 1960, en fait, mais sur le mode mineur, de ce côté-ci de l'Atlantique en particulier. Il y avait donc un marxisme non corrompu par les politiciens au pouvoir, les politiciens corrompus par le pouvoir.

La route serait longue, le parcours sinueux, soit, mais le dénouement serait glorieux. Les Chinois en avaient fait la preuve; les Vietnamiens étaient en train de le confirmer. La voie de la victoire était tracée; il s'agissait de se l'approprier, de l'approfondir et de l'appliquer aux contradictions propres à son pays. C'est ainsi que naquirent, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, divers groupes marxistes-léninistes (appellation qui servait à distinguer les «vrais» communistes des révisionnistes, c'est-à-dire ces communistes qui, sous la coupe de Moscou, avaient en fait abandonné la doctrine de Marx et de Lénine).

Ce courant exercerait un véritable attrait sur une partie de la jeunesse étudiante et bon nombre d'organismes populaires. En moins de cinq ans, plusieurs de ces groupes allaient multiplier leurs effectifs et se regrouper pour former des organisations plus larges, de quelques milliers de personnes, principalement, pour ce qui est du Québec et du Canada, le Parti communiste ouvrier (PCO) et l'organisation EN LUTTE! (en majuscules toujours, s'il vous plaît !<sup>3</sup>). Bien décidée à donner des assises théoriques incontournables à son action, cette jeunesse n'en avait pas pour autant rompu avec son activisme. Sauf que celui-ci prendrait d'autres formes. Il ne s'agissait plus tant de faire des coups fumants pour attirer l'attention, «éveiller les consciences», que de mener une lutte idéologique incessante pour diffuser sa ligne politique au plus grand nombre et recruter de nouveaux adeptes, parmi les étudiants, dans le mouvement ouvrier et les groupes populaires.

Les groupes plus importants publiaient un hebdomadaire qui faisait connaître les luttes populaires et syndicales et comprenait des articles de fond sur les questions sociales et politiques. Ces journaux étaient diffusés largement dans les maisons d'enseignement, aux portes des usines et, parfois, dans la rue ou les stations de métro. La police n'était pas plus tolérante qu'aujourd'hui, peut-être moins, mais avec le temps on était arrivé à tromper sa vigilance plus souvent qu'autrement. Et, tout comme les anars d'aujourd'hui, les marxistes ne lésinaient pas sur la dénonciation de la répression. Ils dénonçaient beaucoup de monde, beaucoup d'institutions: les partis politiques, les directions syndicales, les bourgeois, les petits bourgeois; sans compter l'impérialisme, le racisme, le patriarcat, le chauvinisme de grande nation, le nationalisme de droite, la religion, etc.

Et ils agissaient, conformément à leurs convictions. Distribution du journal à partir parfois de cinq heures du matin, rassemblements de soutien aux luttes en cours, présence sur des lignes de piquetage habituellement assez musclées merci, grandes manifestations de solidarité le 8 mars (journée de la femme) et le premier mai (journée des travailleurs) — ce sont les marxistes, soit dit en passant, qui ont réintroduit la célébration de ces deux fêtes internationales au Québec et au Canada, les syndicats, le mouvement des femmes et les groupes populaires reprenant ensuite le flambeau, un flambeau en voie d'extinction depuis quelques années déjà — réunions de cuisine avec les personnes intéressées, etc. Les militants étaient alors «en devoir» pratiquement 7 jours par semaine, 52 semaines par année.

Fruit d'une coalition de groupes marxistes (léninistes et trotskistes) et populaires, le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO) a joué un rôle important dans plus d'une lutte ouvrière, Shellcast, Firestone, Pratt & Whitney, Ogilvy, contre le gel des salaires, etc., en animant des comités de soutien, en se joignant aux piquets ouvriers, en distribuant des tracts, en formant parfois des comités de lecture autour du journal, en réunissant les femmes des grévistes, en se joignant à des groupes populaires — en contribuant même à leur mise sur pied, comme dans le cas des garderies qui naissaient à l'époque — en dénonçant les profs réactionnaires dans les collèges et les universités, etc.

Parallèlement à ce regroupement d'éléments provenant des groupes populaires, des syndicats et des groupes marxistes (trotskistes et léninistes) au sein du CSLO, on assistait à l'adhésion, volontaire soit dit en passant, de bon nombre de militants à l'une ou l'autre des organisations marxistes et, dans certains cas, au ralliement de groupes populaires ou communautaires entiers à ces mêmes organisations. Si bien que, petit à petit, bien des groupes jusque-là autonomes se sont vus entraînés dans les rivalités des diverses organisations marxistes qui s'entre-déchiraient pour, prétendaient-elles, «assurer

le triomphe de la ligne juste». Ce sont sans doute les garderies et certaines cliniques populaires (de santé) qui ont le plus souffert de ces affrontements quasi quotidiens. Voilà, à n'en pas douter, qui appartient au passif du mouvement marxiste.

Mais avant de prétendre que les marxistes ont tué le mouvement communautaire, il y aurait certaines précautions à prendre. Le mouvement est-il vraiment mort ? Et la démobilisation indéniable qui a caractérisé les années 1980 a-t-elle eu pour seule cause, pour principale cause, l'action des marxistes au cours des années 1970 ? La réponse à cette question n'est sans doute pas aussi claire et nette qu'on l'affirme parfois. On devrait au moins tenir compte du fait que l'affaiblissement des luttes populaires — tout comme l'abandon de la lutte pour le parti révolutionnaire, d'ailleurs — a été un phénomène généralisé au cours des années 1980, aussi bien en Europe et en Amérique latine qu'ici. Sans prétendre qu'il y a là un rapport de causalité, il n'est pas inutile de noter que le phénomène en question a coïncidé avec la prise de conscience des limites et parfois même du cul-de-sac des luttes révolutionnaires qui avaient suscité l'enthousiasme dans les années 1960 et 1970, en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Quoi qu'il en soit, la lutte pour le parti s'est poursuivie rondement au cours des années 1970 et de très nombreux militants et militantes partageaient cet objectif. Des groupes de théâtre, des groupes musicaux, des groupes culturels et bon nombre d'intellectuels, des enseignants notamment, ont, sans nécessairement adhérer à une organisation marxiste, apporté leur contribution au mouvement d'ensemble, soit en l'alimentant de leur réflexion et de leurs interventions, soit en reprenant les propos des organisations dans leurs activités. Bref, les marxistes-léninistes étaient présents partout ou presque, y compris sur la scène internationale.

À la fin des années 1970 en effet, EN LUTTE !, qui entretenait des liens avec de nombreuses organisations marxistes à travers le monde, lançait un appel à la création d'une internationale sans dépendance à l'égard de tout parti au pouvoir, qu'il fut chinois, coréen ou albanais ; l'histoire avait amplement montré que cet asservissement à un parti au pouvoir contre aide financière, conduisait inévitablement à la dépendance idéologique. C'est ainsi que l'organisation en vint à publier un mensuel en trois éditions, française, anglaise et espagnole, *Forum international*, publication qui s'ajoutait au journal hebdomadaire et à la revue *Unité prolétarienne*. *Forum international* reçut un accueil chaleureux de plusieurs partis et organisations en Europe, en Amérique latine et de militants en exil de Chypre, de Turquie et d'Iran. On aurait donc tort de réduire l'action des marxistes-léninistes à la seule production d'un discours complètement déconnecté.

Mais discours il y a eu. Cela ne fait pas de doute. Discours imposant, discours cohérent, discours radical. Que disait-il? Faisons court : la construction du socialisme et puis du communisme, c'est-à-dire l'étape ultime du partage intégral des richesses, de l'égalité de tous en droit, passe obligatoirement par la révolution prolétarienne, processus au cours duquel la prise du pouvoir politique n'est qu'une étape qui doit être suivie par la collectivisation des moyens de production, qui deviennent alors propriété commune de tous les habitants du pays. Cette étape se déroule sous la direction de la classe ouvrière ; c'est la phase de la dictature du prolétariat. L'instrument de la dictature, c'est le parti du prolétariat, communément appelé «parti communiste». C'est ainsi qu'à travers leurs activités d'agit-prop, les groupes marxistes-léninistes des années 1970 s'employaient à construire le parti qui prendrait la direction des masses populaires et les conduirait au pouvoir.

Les jeunes militants marxistes-léninistes sont alors habités par un idéal, la recherche d'un absolu auquel ils sont prêts à consacrer leur vie, pour le service duquel ils sont prêts à transformer leur façon de vivre, comme les chrétiens d'hier, comme bon nombre de croyants d'aujourd'hui. Il s'agit ni plus ni moins d'adopter et d'appliquer des principes et un style de vie qui se rapprochent le plus possible de ce qu'on conçoit comme devant être la règle dans la société communiste. Un peu à la manière des moines du Moyen Âge qui voulaient vivre leur christianisme au quotidien, à l'abri de l'immoralisme ambiant.

Au cœur de cette démarche, la lutte contre les inégalités. On aura des cercles de lecture et des sessions de formation pour permettre à tous, les ouvriers au premier titre, de s'approprier les rudiments d'une analyse politique de base, d'inspiration marxiste bien sûr, de façon à ce que chacun puisse participer pleinement aux débats qui entourent les stratégies à établir, les tactiques à adopter, les actions à mener. Cela donnera lieu à la création de l'Atelier ouvrier, destiné spécialement à la constitution de petits noyaux d'ouvriers d'une même entreprise. On établira des règles devant réduire les inégalités entre les hommes et les femmes; on visera à ce qu'il y ait des femmes dans les postes de direction; on organisera des services de garde d'enfants lors des événements publics. Et puis, après quelques dérapages, on mènera aussi la lutte contre la discrimination à l'égard des homosexuels. La détermination du montant des cotisations prendra les enfants en compte. C'est heureux, car ceux qui ont des salaires au-dessus de la moyenne paient des cotisations tout autant au-dessus de la moyenne; dans certains cas, ce n'est pas peu. Les permanents sont, sans exception, rémunérés sur la base des salaires des travailleurs non spécialisés. Voilà qui s'appelle vivre à la hauteur de ses idéaux... ou presque.

L'idéal, c'est la morale prolétarienne, dont on trouve des illustrations dans des romans russes, chinois ou albanais, une morale du courage, du don de soi, de l'oubli de soi pour la cause. La cause est le dieu des militants, comme le capital est celui de l'ennemi. Tout doit être mesuré à l'aune de la cause... avec des variantes, bien sûr. Ainsi, pour certains, vivre en concubinage, fumer un joint, fréquenter les bars underground, c'est petit-bourgeois; pour d'autres, l'homosexualité est une déviation idéologique — c'est déjà le langage politiquement correct qui s'insinue; c'est la réapparition d'un discours moralisateur à la sauce prolétarienne. Le sentiment de l'urgence militante est tel qu'au milieu des années 1970, il y aura de jeunes couples qui se demanderont s'ils sont «autorisés» à faire des enfants.

Quand on vit suivant une morale aussi rigoureuse, il arrive qu'on soit tenté, par frustration peut-être, de voir si, autour de soi, elle est correctement appliquée. Les responsables se verront ainsi chargés de veiller aux bonnes mœurs de leur entourage; intervenir auprès des couples en difficulté, dans les cas de violence conjugale ou de discrimination à l'égard des gais et, plus largement, d'être à l'affût des déviations idéologiques ou politiques. Le contrôle est parfois serré, l'autocensure est la règle: on a vu des noyaux de militants se réunir à quatre ou cinq reprises pour s'entendre sur le contenu d'un tract d'appui à des grévistes (je crois savoir que la grève était toujours en cours au moment de la sortie du tract. Ouf!) Progressivement, sans que personne ou presque n'en prenne vraiment conscience, on se retrouve en train de construire une communauté idéale au sein d'une société dominée par l'idéologie bourgeoise, de plus en plus individualiste.

Tâchons quand même de ne pas considérer les choses de façon trop simpliste — le moins possible en tout cas. Il y a une face positive à ce communautarisme: on constitue ainsi une collectivité où la solidarité occupe la place centrale qu'elle devrait occuper dans la société en général. Mais, à trop se distinguer de son entourage, on court le risque d'être moins sensible à ses préoccupations, grandes et petites, on court le risque de voir le monde de façon biaisée.

Vous avez de gros mots sur le bout de la langue, non? Dogmatisme, sectarisme, peut-être? Vous n'avez pas tout à fait tort. Il ne fait pas de doute que bien des marxistes-léninistes ont cédé au dogmatisme, c'est-à-dire qu'ils ont, dans les faits, conféré un caractère transcendantal à leur ligne politique, y inclus leur morale. Toute communauté, tout regroupement qui porte ses principes à ce niveau finit inévitablement par se comporter comme une secte. Sans véritablement mesurer la portée de l'entreprise, sans concevoir le caractère irréaliste, utopique même, de la chose, les marxistes-léninistes — ceux d'EN LUTTE! à tout le moins; il est possible qu'au PCO on ait misé davantage sur la pureté de la ligne politique et moins sur celle de la morale

prolétarienne — ont voulu vivre comme s'ils constituaient une «société» socialiste au sein de la société ambiante qui ne l'était pas, il va sans dire. C'est le comportement qu'on retrouve, à des degrés divers, dans les sectes religieuses, tout comme dans les marges radicales, fondamentalistes des grandes religions, qui, par exemple, présentent leur guerre comme l'expression de la volonté divine ou, à l'opposé, posent leur désir de paix comme antidote aux guerres en cours ou éventuelles.

Cette communauté politique avait donc de bons côtés, dont la camaraderie et la solidarité, en règle générale, n'étaient pas les moindres. De façon plus pratique, les principales organisations marxistes ont été de formidables écoles de formation, car on y pratiquait le culte du travail bien fait. C'est là que des dizaines de militants ont fait leurs premières armes comme organisateurs, journalistes, imprimeurs, libraires, conférenciers, etc. D'autres mettront leurs talents artistiques en pratique, chant, musique, théâtre, dessin... Cette formation n'était pas laissée au hasard; souvent, les plus expérimentés organisaient des sessions à l'intention des nouveaux. Bon nombre d'entre eux se retrouvent aujourd'hui dans les médias, les syndicats et les organismes communautaires. Certains, hommes et femmes, qui n'étaient parfois jamais sortis de Montréal, se sont retrouvés, du jour au lendemain, responsables de l'organisation et de toutes ses activités à Toronto, à Vancouver ou à Calgary...

Les marxistes ont ainsi mené des luttes et constitué un milieu de formation pour les membres. Le mouvement marxiste-léniniste a constitué un lieu de culture important. Le marxisme, il convient de le redire, n'est pas une supercherie et ceux et celles qui l'ont défendu n'étaient pas des escrocs. Mais leurs adversaires n'ont voulu retenir que leur discours, je dirais même que le côté dogmatique de leur discours.

Ainsi, pendant une dizaine d'années, les marxistes-léninistes qui, pour la plupart, avaient fait de la lutte ouvrière contre le capital la contradiction principale de la société, secondarisant ainsi la lutte nationale, ce qui a terni leur histoire d'une tache indélébile, que dis-je? ce qui a fait d'eux des traîtres à la nation — comme vous voyez, les marxistes-léninistes n'avaient pas épuisé toutes les ressources du dogmatisme — ils ont mené de nombreuses luttes aux côtés des syndicats et des organisations populaires — ce pourquoi on les a accusés de faire du «noyautage» (il serait plus juste de parler ici d'entrisme), sauf que, en règle générale, ils ne cachaient pas leur allégeance — ils ont diffusé largement leurs convictions par l'écrit et la parole, par des chants et des spectacles qui, il faut le reconnaître, n'ont pas toujours emporté l'adhésion de la critique artistique; ils ont mené une critique acharnée et parfois outrancière des institutions économiques et politiques, sans oublier les syndicats.

C'est ainsi qu'ils cherchaient à faire partager leur rêve révolutionnaire. Comme des milliers d'autres, hier et aujourd'hui, ils considéraient l'ordre établi du capital et du superpouvoir impérialiste comme tout à fait contraire au bien-être de la société, de la grande majorité de la population. À la différence de milliers d'autres qui se contentaient de dénoncer — ce qui n'est pas inutile, soit dit en passant — ils ont cherché une voie pour s'attaquer à cet ordre établi, pour l'affaiblir et finalement l'abolir.

Mais, deux ans à peine après le référendum de 1980, EN LUTTE! et la plupart des organisations marxistes québécoises, canadiennes et étrangères disparaissaient complètement. On se demande encore pourquoi exactement. Pour plusieurs, la disparition de ces organisations complètement «capotées» allait, pour ainsi dire, de soi. Elles ne pouvaient pas durer. Pourtant, il y a des sectes — si on peut traiter les organisations marxistes ainsi, un peu abusivement quand même — qui ont la vie dure, comme chacun sait. Que s'est-il passé pour que les principales organisations marxistes s'effondrent ainsi, subitement, au début des années 1980?

Bien des explications ont été avancées. Parmi les plus tenaces, leur appel à l'annulation lors du référendum de 1980 sur la souveraineté-association. On a même accusé les marxistes d'avoir concouru à la défaite du «oui». Mais, il me semble que tous les marxistes-léninistes auraient pu voter trois fois chacun pour le «oui» que cela n'aurait pas changé grand-chose. Bien qu'il semble qu'au PCO, l'«erreur référendaire» ait pu jouer un rôle non négligeable dans sa disparition. Quoi qu'il en soit, l'«erreur» en question n'a sûrement rien eu à voir avec la disparition quasi complète du mouvement marxiste-léniniste à l'échelle de la planète.

On a aussi dit que c'était la lourdeur de leur organisation et, plus spécifiquement, le caractère oppressif que cela représentait pour les femmes au premier chef. Et lourdeur il y avait — j'en ai parlé plus haut. Mais, si on a pu parler d'oppression des femmes dans les organisations marxistes, c'est bien davantage en se référant à un féminisme radical — qui souhaitait rien de moins que «féminiser» la politique; alors qu'il s'agissait peut-être davantage de l'humaniser — qu'en examinant les nombreuses mesures mises en place sur ce terrain, qu'en comparant ce qui se passait au sein du mouvement et ce qui se passait dans la société en général. Bien sûr, quand on veut éliminer toute trace de discrimination à l'égard des femmes en moins de douze mois, on risque fort de ne jamais se satisfaire d'un parcours lent et difficile, mais néanmoins généralement positif.

Pour ce qui est d'EN LUTTE! à tout le moins, je crois que l'affaire est plus sérieuse, si je puis dire, en ce qu'elle concerne les assises idéologiques non seulement de ses activités, mais de son projet même. Alors quoi? À la

lourdeur organisationnelle, au malaise des femmes, il faut encore ajouter deux facteurs qui ont concouru à la remise en question du projet d'EN LUTTE!: la stagnation du recrutement en milieu ouvrier qui se manifestait depuis la fin des années 1970 et, la «cerise sur le gâteau», la remise en question du marxisme-léninisme tel que le pratiquaient EN LUTTE! et bien d'autres organisations.

L'écart entre le discours d'EN LUTTE! — et son action dans une certaine mesure — et celui du mouvement ouvrier s'est creusé du seul fait que le radicalisme du mouvement ouvrier s'est estompé à la fin des années 1970: la période des grandes grèves, des occupations d'usines, des barrages routiers (Saint-Jérôme, Sept-Îles) est chose du passé. Le président Louis Laberge de la FTQ ne préconise plus de «casser le système»: il concocte le projet de contribuer, à même les économies des travailleurs, au financement de l'entreprise privée pour créer ou maintenir des emplois, et la CSN lui emboîtera le pas quelques années plus tard.

Pendant ce temps, le discours des marxistes poursuit sa route comme si de rien n'était. Il y a deux choses qu'il faut savoir distinguer: exprimer des opinions politiques et faire de la politique. N'importe qui peut, si c'est sa conviction, affirmer en tout temps la nécessité de la révolution, travailler à en faire la preuve et à faire valoir ses opinions. Il exprime sa pensée; libre aux autres de l'entendre. Faire de la politique, c'est travailler à réunir le plus grand nombre de personnes autour d'un projet de transformation plus ou moins radicale de la société. Une telle entreprise ne peut pas se mener dans l'abstrait des principes; elle se mène dans une société donnée à un moment donné. Les marxistes-léninistes n'ont pas toujours su faire cette distinction.

Finalement, je crois qu'EN LUTTE! a connu une crise de conscience dont les tenants et aboutissants n'étaient pas toujours clairs, une crise qui reposait sur le sentiment plus ou moins confus de la fragilité des bases théoriques de son idéologie. Pour faire court, EN LUTTE! a échoué dans sa démarche pour comprendre et expliquer la nature du «révisionnisme», en d'autres termes pour comprendre l'évolution, le parcours du mouvement communiste, malgré les efforts importants consacrés à cette tâche au cours des dernières années de son existence. Or, si on n'arrivait pas à fournir une explication matérialiste, cohérente, convaincante du révisionnisme, il devenait difficile, sinon impossible, de présenter le marxisme-léninisme, censé être l'antidote du révisionnisme, comme une voie distincte de celle des communistes prosoviétiques.

Au départ, le problème se présentait comme suit. Suivant le grand Mao, le révisionnisme soviétique résultait de l'abandon des principes du marxisme-léninisme par le Parti soviétique et ceux qui suivaient la même ligne, les

partis italien et français, tout comme ceux de l'Europe de l'Est, à l'exception du Parti du travail de l'Albanie, dont le leader Enver Hoxha avait été le premier à attacher le grelot à propos du révisionnisme au sein du Kominform<sup>4</sup>.

Or le marxisme est une philosophie — ou une idéologie, si vous préférez — matérialiste, qui explique l'évolution des sociétés non pas par les idées, mais, au premier chef, par les conditions matérielles qui y prévalent. Autrement dit, l'idéologie dominante dans toute société est censée être le pendant, sorte de sous-produit, de l'ordre économique et social qui s'y retrouve. Je simplifie un peu les choses, bien sûr, mais ainsi sont les contes: ils vont à l'essentiel et laissent peu de place à la dialectique.

Rupture du discours convenu: l'évolution de l'URSS et des pays de l'Est n'aurait pas été «déterminée en dernière instance», comme disait le grand Louis Althusser (philosophe français prestigieux dans les années 1960), par les nouvelles conditions économiques et sociales mises en place par le pouvoir «prolétarien», mais par les idées des dirigeants du parti. Question troublante pour un marxiste en lutte contre le révisionnisme, qui lutte contre le révisionnisme parce que, croit-il, celui-ci a présidé à l'échec du communisme en URSS et ailleurs.

Mais malgré le fait que le débat ait surtout été mené sur le terrain du révisionnisme, c'est toute la théorie de la révolution élaborée par Lénine et codifiée par Staline qui était en cause. Plusieurs rejetaient alors le stalinisme et doutaient fortement — c'est le moins qu'on puisse dire — de la dictature du prolétariat comme forme de passage au socialisme. Il faudrait se rendre à l'évidence que la révolution ne peut pas se résumer à un changement de la garde aux commandes de l'État. Car le pouvoir est une réalité trop écrasante et trop diffuse à la fois pour qu'on puisse penser qu'il se retrouve entièrement entre les mains des puissants de l'économie et de la politique. Mais cela fera l'objet d'un autre conte...

Personnellement, j'avais acquis la conviction en 1980 que le marxisme tel que remis en selle dans les années 1970 par des groupes comme EN LUTTE! ne tenait plus la route<sup>5</sup>. Intérieurement, je rêvais de brasser de nouveau les cartes de l'histoire pour en faire apparaître les enseignements de façon moins étroite. Entreprise colossale pour laquelle EN LUTTE!, en pleine crise politique et organisationnelle, ne constituait sûrement pas le cadre approprié. L'humeur n'était pas aux débats théoriques à EN LUTTE! en 1980; elle était aux critiques et aux récriminations de toutes sortes: faible pénétration dans la classe ouvrière, surcharge de travail, discrimination des femmes, à quoi s'ajouta, en dernière heure, celle des homosexuels. La foire d'empoigne, quoi!

« Un beau conte, vraiment ? » me direz-vous. Eh oui ! Des milliers de jeunes gens, ici et ailleurs dans le monde, engagés dans une lutte pour transformer la société dans le sens d'une plus grande justice, d'une plus grande solidarité ; une lutte que personnellement j'ai vécue dans l'enthousiasme. Je savais pourquoi je me levais tôt, pourquoi je me couchais tard. Je retrouvais mes camarades avec joie. Ensemble, nous allions quelque part ; nous savions où nous allions et pourquoi. Et nous avions des idées sur la façon d'y arriver.

On ne se posait pas trop de questions ni sur notre objectif, ni sur le sens de la vie, ni sur notre identité, je sais... On aurait dû, sans doute. J'en conviens. Mais nous avons voulu aller trop vite et avons laissé tomber tout d'un coup les questions que les intellectuels, les écrivains, les artistes, les historiens avaient posées de diverses façons depuis la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'à l'éclosion du mouvement de la jeunesse au début des années 1960. Nous avons laissé tomber cette recherche consciente d'un nouvel humanisme en nous concentrant trop uniquement sur les conditions matérielles de son avènement.

Un beau conte, s'il vous incite à ne pas assassiner le Mozart qu'il y a en vous, à ne pas vous isoler de votre entourage et à mener la lutte les yeux grands ouverts.

Cette lutte est toujours devant nous, devant vous. Une lutte dans laquelle, je crois bien, seule la jeunesse peut s'engager avec enthousiasme, sans arrière-pensée. Et l'enthousiasme de la jeunesse, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui, me convient mieux, tout compte fait, que la capitulation et le cynisme de plusieurs de mes contemporains à la mémoire sélective, au langage poli, politiquement correct, au discours convenu, insignifiant, maîtres de l'argutie et du lieu commun...

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ce texte a été rédigé à Montréal le 29 août 2003. Charles Gagnon était le secrétaire général d'EN LUTTE! Ndlr.
2. Charles Gagnon/L'Équipe du journal, *Pour le parti prolétarien*, Montréal, L'Équipe du journal EN LUTTE!, 1972, 1972 et 1975.
3. Sachez que lors du congrès de dissolution d'EN LUTTE! en 1982, ses membres ont adopté une résolution stipulant que personne ne devait plus utiliser ce nom pour désigner un groupe ou une organisation politique. Étrange, non ? Nous sommes EN LUTTE! Personne d'autre ne le sera... Regrets, nostalgie, fierté ? Allez donc savoir.
4. Le Kominform a remplacé le Komintern, la 3<sup>e</sup> Internationale communiste, après la Deuxième Guerre mondiale.
5. Voir mes textes *Quelques leçons d'histoire. Pour une lutte conséquente contre le révisionnisme* (mai 1980) et *Sur la crise du mouvement marxiste-léniniste* (hiver 1981), des textes que mes détracteurs n'ont certes pas lus.